

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Commune de La Rochette

www.la-rochette.com

Objet

Urbanisme
Prescription de la révision
du PLU

Le seize décembre deux mil quinze à dix-neuf heures

En séance publique, sous la présidence de Monsieur André DURAND, Maire
Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie,

Présents : André DURAND, Jean PORTUGAL, Annie OLEI, Hervé BENOIT, Lucie BULLE, Jean-Louis DOULS, Nadège JAY, Etienne CHALUMEAU, Gwenaëlle BIBOUD, Nicole AGUETTAZ, Michel ROSSIGNOL, Gildas WIES, Sandrine BERTHET, Anthony FACHINGER, Catherine DUBOIS, Sandra CHELLOUG, Jean-Loup CREUX, Joseph MORELLI, David ATEs, Béatrice CREUX, Virgile FIELBARD, Marie-Hélène OGÉ

Procurations : François PEILLEX à Hervé BENOIT, Jean-Paul DELCROIX à Etienne CHALUMEAU, Isabelle CILLIS à Catherine DUBOIS, Virginie TISSOT à Sandrine BERTHET

Absent : Jean-Philippe MENEHIN

Date de convocation
9 décembre 2015

Monsieur Joseph MORELLI a été élu secrétaire.

Date d'affichage
23 décembre 2015

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les raisons qui motivent la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme et précise les objectifs qui seront poursuivis.

Nombre des conseillers en
exercice : 27

Nombre de présents : 22

Nombre de votants : 26

Exprimés : 26

La commune de La Rochette est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme qui a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 10 janvier 2005. A la suite de cette approbation, le PLU a fait l'objet d'une modification approuvée le 28 mai 2009. La commune de La Rochette compte 3568 habitants (donnée INSEE 2012) soit un niveau de population supérieur à l'objectif visé dans le PLU de 2005 (rappel : 3500 habitants en 2014). Cette augmentation de population est notamment le résultat d'un rythme de construction neuve particulièrement dynamique depuis 2005 (soit 1,93% par an), dont une partie notable de ces logements neufs s'est développée côté nord-ouest de la RD925.

Une première analyse du gisement foncier disponible dans les zones constructibles du PLU en vigueur montre un potentiel de production de logements important qui pourrait permettre l'accueil d'environ 1400 habitants supplémentaires.

De ce fait, 10 ans après l'approbation du PLU, il apparaît que celui-ci manque de cohérence et qu'il n'est plus adapté à la situation actuelle de la commune et à ses objectifs de développement. En conséquence, il convient d'envisager de changer les orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durable.

La révision du PLU doit être l'occasion de poser les bases du nouveau projet communal, de définir les perspectives de croissance démographique et de développement de l'urbanisation cohérentes et adaptées à l'échelle de la commune. A travers ce nouveau projet, la commune souhaite donner la priorité au développement du centre-bourg de manière à renforcer son attractivité, notamment par l'accueil d'habitants, la réhabilitation de bâtiments et l'amélioration de la dynamique commerciale. Il s'agira également d'orienter le développement futur prioritairement sur la réhabilitation des bâtiments existants et l'urbanisation des fonciers libres situés au sein de l'enveloppe urbaine.

La révision du PLU permettra également de questionner l'adéquation entre la typologie des logements du parc existant et la composition des ménages et d'évaluer les besoins en logements dans le but de faciliter le parcours résidentiel de chacun et de proposer des formes d'habitat répondant aux attentes des ménages, à l'identité de La Rochette et à la nécessaire réduction de la consommation du foncier.



La commune souhaite également intégrer dans ses réflexions l'amélioration des circulations en modes doux au sein du centre-bourg mais également pour permettre de relier les équipements publics, les secteurs d'emplois et le pôle de loisirs que constitue le lac St-Clair. Dans le même objectif d'amélioration du fonctionnement actuel, le rôle de la RD925 sera étudié dans la traversée de la commune afin d'évaluer les possibilités de favoriser les connexions piétonnes et modes doux entre le centre-bourg et les secteurs d'habitat situés au nord-ouest de la RD.

Les préoccupations environnementales prendront toute leur place dans la définition du projet de PLU que ce soit en termes de protection et de valorisation des espaces naturels et agricoles, notamment comme support d'une activité agricole mais également comme composante du paysage de la commune. Cette vision sera également portée à une échelle plus fine, au sein des espaces bâtis, de manière à veiller à la qualité des espaces non construits en tant qu'espace vert, récréatif au profit du cadre de vie des habitants, mais également support d'une biodiversité.

Enfin, l'objectif de la commune est de se doter d'un document d'urbanisme qui réponde au contexte législatif. La révision du PLU devra s'inscrire dans le respect des principes d'aménagement définis par différents textes successifs, notamment :

- la loi Solidarité et Renouvellement urbainisme (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme/Habitat (UH) du 2 juillet 2003,
- la loi Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 juillet 2006,
- la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009,
- la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010,
- la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 27 mars 2014.
- la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014

En outre, le PLU devra également être élaboré en compatibilité avec des documents de planification supra communaux tels que :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Rhône-Méditerranée,
- le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropole Savoie, approuvé le 21 juin 2005 et modifié le 14 décembre 2013.

Aujourd'hui, il est devenu nécessaire de procéder à la révision générale du PLU, conformément aux articles L123-1 et suivants du code de l'urbanisme.

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sera menée pendant toute la durée de l'élaboration des études nécessaires jusqu'à l'arrêt du projet, conformément aux articles L123-6 et L300-2 du Code de l'Urbanisme. Les modalités sont les suivantes :

- affichage de la délibération prescrivant la révision générale du POS en PLU pendant toute la durée de la procédure ;
- informations sur les étapes d'avancement de la procédure et du projet, sur les supports de communication de la commune (bulletin municipal et site internet de la commune) ;
- mise à disposition d'un registre, en mairie, pour consigner les observations ou remarques éventuelles des particuliers pendant toute la durée de la procédure aux horaires d'ouverture de la Mairie ;
- organisation de cinq réunions publiques à l'initiative de la commune tout au long de la procédure. Ces réunions publiques seront ouvertes à tous les habitants de la commune, ainsi qu'aux associations locales et à toutes autres personnes intéressées ;
- présentation d'une exposition dans les locaux de la mairie.

La commune se réserve par ailleurs la possibilité d'organiser toute autre forme de concertation supplémentaire permettant d'assurer la bonne association de toutes les personnes concernées.

A l'issue de la concertation, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera. Ce bilan pourra être simultanément tiré lors de la délibération qui arrêtera le projet de Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.123-18 du code de l'urbanisme.

Vu le code général des Collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13 et L300-2,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 janvier 2005 ayant approuvé le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2009 ayant approuvé la modification du Plan Local d'Urbanisme,

Après avoir entendu l'exposé du maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

⇒ Décide de prescrire la révision générale du PLU

⇒ Décide que la révision a pour objectifs :

- De définir un nouveau projet communal prenant en compte la croissance démographique de la Commune en développant l'attractivité du centre-bourg par la réhabilitation de bâtiments, l'urbanisation des fonciers disponibles au sein de l'enveloppe urbaine et l'amélioration de la dynamique commerciale
- Favoriser l'adéquation entre la typologie des logements du parc existant et la composition des ménages et d'évaluer les besoins en logements dans le but de faciliter le parcours résidentiel de chacun et de proposer des formes d'habitat répondant aux attentes des ménages, à l'identité de La Rochette et à la nécessaire réduction de la consommation du foncier
- D'améliorer les circulations en modes doux dans le centre-bourg et permettre la liaison entre les équipements publics, les secteur d'emploi et le pôle de loisir du lac St Clair et de favoriser les modes de déplacements doux et les connexions piétonnes entre le centre – bourg et les secteurs d'habitat périphériques
- De protéger et valoriser les espaces naturels et agricoles de la Commune et de veiller à la qualité des espaces urbains non construits au profit de la qualité du cadre de vie des habitants et de la biodiversité
- De répondre au contexte législatif en inscrivant le PLU dans le respect des principes d'aménagement définis notamment par le législateur
- D'assurer la compatibilité du PLU avec les documents de planifications supra communales que sont le SDAGE Rhône-Méditerranée et le SCOT Métropole Savoie approuvé le 21 juin 2005 et modifié le 14 décembre 2013

⇒ Décide que la révision porte sur l'ensemble du territoire de la Commune

⇒ Décide que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- Affichage de la délibération prescrivant la révision générale du POS en PLU pendant toute la durée de la procédure ;
- Informations sur les étapes d'avancement de la procédure et du projet, sur les supports de communication de la commune (bulletin municipal et site internet de la commune,) ;
- Mise à disposition d'un registre, en mairie, pour consigner les observations ou remarques éventuelles des particuliers jusqu'à l'arrêt du projet de PLU aux horaires d'ouverture de la Mairie ;
- Organisation de cinq réunions publiques à l'initiative de la commune tout au long de la procédure. Ces réunions publiques seront ouvertes à tous les habitants de la commune, ainsi qu'aux associations locales et à toutes autres personnes intéressées –
- Présentation d'une exposition dans les locaux de la mairie

⇒ Décide l'organisation d'un débat au sein du conseil municipal sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) au plus tard deux mois avant l'arrêt du PLU par le conseil municipal conformément à l'article L123-9 du code de l'urbanisme,

⇒ Décide de demander, la mise à disposition des services de l'Etat pour assurer la conduite de la procédure de révision et l'élaboration du projet de PLU conformément à l'article L123-7 du Code de l'Urbanisme, étant précisé que cette association est libre et sans forma-

- ⇒ Décide de demander à l'Etat, conformément à l'article L121.7 du Code de l'Urbanisme, une compensation financière pour l'aider à faire face aux dépenses entraînées par les études,
- ⇒ Décide que la présente délibération sera transmise au Préfet du Département de la Savoie et notifiée conformément aux articles L 121.4, L 123.6, L 123.8 et R 123.16 du Code de l'Urbanisme à :
- Monsieur le Préfet de la Savoie
 - Monsieur le Président du Conseil Régional Rhône-Alpes ;
 - Monsieur le Président du Conseil Général de Savoie ;
 - Monsieur le Président du Syndicat mixte du SCoT Métropole Savoie ;
 - Madame la Présidente de la Communauté de communes Cœur de Savoie ;
 - Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
 - Monsieur le Président de la Chambre des Métiers ;
 - Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture.
- ⇒ Décide que la présente délibération sera également transmise pour information aux Maires des communes voisines et aux Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents voisins,
- ⇒ Décide que conformément aux articles R123.24 et R123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :
- d'un affichage en mairie pendant 1 mois,
 - d'une mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
 - d'une publication au recueil des délibérations de la commune.

Tous les membres présents ont signé au registre.
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
André DURAND

